



Assemblée générale

Distr. limitée
5 décembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Deuxième Commission

Point 94 b) de l'ordre du jour

**Développement durable et coopération économique
internationale : intégration de l'économie
des pays en transition à l'économie mondiale**

Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France*, Géorgie, Hongrie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Malte, Maroc, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan et Ukraine :
projet de résolution révisé

Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 47/187 du 22 décembre 1992, 48/181 du 21 décembre 1993, 49/106 du 19 décembre 1994, 51/175 du 6 décembre 1996 et 53/179 du 15 décembre 1998,

Réaffirmant également la nécessité d'intégrer pleinement l'économie des pays en transition à l'économie mondiale,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur l'intégration des économies en transition à l'économie mondiale¹,

Notant les progrès accomplis par ces pays pour parvenir à la stabilité macro-économique et financière et à la croissance économique par le biais de réformes structurelles, de même que la nécessité de faire que ces tendances encourageantes se prolongent à l'avenir,

Consciente des difficultés qu'ont les pays en transition à relever les défis de la mondialisation, notamment dans le domaine des techniques de l'information et des

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne.

¹ A/55/188.

communications, ainsi que de la nécessité de renforcer leur capacité de tirer pleinement parti de la mondialisation et d'en atténuer les effets préjudiciables,

Consciente qu'il demeure nécessaire de créer des conditions qui favorisent l'accès des exportations de ces pays aux marchés, conformément aux accords commerciaux multilatéraux,

Consciente en outre du rôle important que l'investissement étranger devrait jouer dans ces pays, et soulignant la nécessité d'y créer un climat propre à attirer davantage d'investissements étrangers directs,

Notant que les pays en transition aspirent à un renforcement de la coopération régionale et interrégionale,

1. *Se félicite* des mesures prises par les organismes des Nations Unies pour appliquer les résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'intégration de l'économie des pays en transition dans l'économie mondiale;

2. *Demande* aux organismes des Nations Unies, notamment aux institutions de Bretton Woods, agissant en collaboration avec les institutions multilatérales et régionales extérieures au système des Nations Unies compétentes, de continuer à mener des activités analytiques et à fournir aux pays en transition économique des conseils théoriques et une assistance technique visant à renforcer les structures sociales et politiques nécessaires pour que puissent être menées à bien des réformes donnant la prééminence aux lois du marché et à maintenir ainsi les tendances favorables observées dans le développement économique et social de ces pays, et, à ce propos, souligne l'importance que revêt l'intégration future desdits pays dans le monde de l'économie du savoir grâce à une bonne utilisation des techniques de l'information et de la communication;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-septième session un rapport sur l'application de la présente résolution, en s'attachant particulièrement à présenter une analyse qui permette de mesurer les progrès accomplis vers l'intégration des pays en transition économique dans l'économie mondiale.
